

L'Europe de l'espace, concrètement, où en sommes-nous ?

L'Europe de l'espace est une construction pragmatique, parfois marquée par des paradoxes, mais qui constitue indéniablement une grande réussite européenne.

Dès la création de l'Agence Spatiale Européenne (ESA) en 1975, la science s'est imposée comme le socle de l'édifice spatial commun, tous les États européens ne partageant pas la vision de la France selon laquelle l'espace est aussi, dicit le Président de la République, Emmanuel Macron, "la souveraineté des souverainetés". Depuis plusieurs années cependant, sous l'impulsion notamment de l'Union Européenne, l'Europe spatiale assume de plus en plus un rôle de promoteur des intérêts souverains de l'Union, comme en témoignent les programmes Galileo ou IRIS².

Malgré la puissance économique des États-membres de l'ESA et de l'Union, la politique spatiale européenne est toujours demeurée relativement modeste. L'Europe investit bien moins que les États-Unis en proportion de leur population et de leur PIB respectifs. Pour convaincre les États européens d'investir, l'ESA s'appuie essentiellement sur le retour géographique, principe selon lequel chaque État membre se voit attribuer des contrats industriels en proportion des montants qu'il investit. Cette mécanique, indispensable sur le plan budgétaire, est notoirement imparfaite sur le plan industriel.

Pourtant, malgré des visions politiques en partie divergentes, des budgets comparativement modestes et une certaine complexité par rapport à des États-continentaux, l'Europe du spatial a obtenu de grands résultats. La filière européenne s'est imposée comme *leader* mondial des télécoms, de l'observation de la terre, du suivi du climat et des services de lancement jusqu'à récemment. A ce jour, elle conserve un *leadership* mondial sur le marché commercial des satellites, et dispose de programmes au meilleur niveau mondial, comme Galileo et Copernicus. Il est utile de rappeler que, sur les deux mégaconstellations de satellites actuellement en orbite, l'une des deux a été conçue en France, avec des satellites français et des équipements français.

Ces réussites du spatial européen sont le fruit, d'abord, d'une volonté institutionnelle, qui demeure sur notre continent le carburant des grands projets. Elles durent aussi beaucoup à des agences spatiales qui surent créer, puis faire monter en puissance tout un écosystème : formations universitaires reconnues, laboratoires de recherche d'excellence, PME, ETI et grands groupes performants et compétitifs. En regard de ses concurrents américains par exemple, cet écosystème a appris à faire beaucoup avec moins, et à se démultiplier sur les marchés commerciaux et export, ce qui est devenu sa marque de fabrique

Forte de cet héritage, l'Europe du spatial doit désormais se préparer à une nouvelle ère d'affirmations nationales dans l'espace.

L'importance stratégique de l'espace s'est accrue. Dans une guerre moderne les capacités spatiales, incontournables, sont attaquées les premières. Témoin, l'Ukraine.

L'essor des constellations de satellites en orbite basse fait de l'espace une artère supplémentaire pour nos économies, dont le cœur est digital. L'adaptation et la lutte contre le dérèglement climatique impliquent un suivi toujours plus fin des variables planétaires, que seuls les satellites permettent.

Les grandes puissances ont bien compris ce rôle crucial du spatial, et affirment leurs ambitions en conséquence : les États-Unis et dans une moindre mesure la Chine s'efforcent de dominer l'orbite terrestre et

portent des projets d'exploration d'une ampleur inédite, tandis que l'espace devient un lieu de confrontation comme un autre sous l'impulsion de diverses puissances.

A cet égard, si le *new space* est souvent présenté comme l'œuvre des marchés privés, il est avant tout un avatar de cette ambition stratégique. Une vision politique, des priorités publiques co-construites par l'État et l'industrie et mises en œuvre conjointement dans la durée sont la clé de son succès. Abandonné aux seules forces du marché, l'espace entrerait en récession. C'est précisément ce que nous enseignent toutes les *success stories* américaines. Prenons Starlink, la constellation de SpaceX : de sources ouvertes, jusqu'à $\frac{3}{4}$ de son carnet de commande serait institutionnel. Prenons Maxar, BlackSky, Planet : tous bénéficient de contrats de service structurants et de long terme avec l'État américain. A titre d'exemple, Maxar est lié au *National Reconnaissance Office* pour 10 ans : 1,5Md\$ garantis les 5 premières années, 1,74Md\$ d'options en complément. Et outre cet engagement massif dans l'achat de services, l'État américain déploie dans tous les domaines des stratégies de développement industriel à long terme, avec investissements à la clé. Les marchés privés sont des amplificateurs, des multiplicateurs, des accélérateurs. Mais l'impulsion demeure politique : main dans la main, État et industrie planifient l'avenir.

Face à cette nouvelle ère d'affirmations nationales, l'Europe doit renforcer son unité et appuyer son ambition spatiale sur quelques priorités structurantes.

L'Europe spatiale est condamnée à coopérer, ou à s'étioler. L'ampleur des programmes nécessaires pour demeurer une puissance mondiale du spatial est tout simplement hors de portée des États-membres pris individuellement. Face à cette réalité peut-être frustrante, mais indéniable, il est indispensable d'œuvrer à ré-affirmer l'unité du spatial européen. Hier, celle-ci s'est construite sur la science et quelques grands programmes de classe mondiale comme la météo, Copernicus et Galileo. En plus de ces piliers, toujours indispensables, l'Europe peut articuler un nouvel élan autour de trois priorités.

La première urgence est bien évidemment celle des lanceurs : à l'heure où ces lignes sont écrites, l'Europe est temporairement privée de son accès indépendant à l'espace. C'est pourtant une clé de l'avenir de la filière. Sans lanceur européen compétitif et fiable, pas de spatial européen.

La seconde priorité est IRIS², la constellation souveraine proposée par la Commission européenne. Ce chantier structurant doit être salué : alors que d'autres puissances cherchent à exercer une hégémonie sur l'orbite basse, IRIS² démontre que l'Europe ne renonce pas à son autonomie. La variable essentielle est désormais le temps : le projet doit aboutir avant que ses compétiteurs ne soient irrémédiablement incontournables. L'Europe disposera ainsi d'un système satellitaire, multi orbites, souverain, dont la composante essentielle sera la constellation en orbite basse, autorisant une couverture mondiale avec un faible temps de latence.

Enfin, le dernier enjeu est l'installation à venir de l'homme sur la Lune. Le fait lunaire s'impose à nous : il aura lieu, que l'Europe le veuille ou non. Il conduira à l'émergence d'innombrables capacités spatiales nouvelles : *refueling*, alunissage, utilisation des ressources *in situ*, radioastronomie sur la face cachée de la Lune qui révolutionnera nos connaissances... et marche-pied vers Mars. Ces capacités auront un impact direct sur notre souveraineté : nombre des technologies développées pour les rendez-vous spatiaux, par exemple, seront éminemment duales. Dans ce contexte, une voie s'offre à l'Europe : se focaliser sur quelques capacités, choisies à l'aune de leur pertinence scientifique, industrielle et politique, de manière à avoir notre mot à dire dans un projet lunaire qui aura un impact universel.

L'Europe a les moyens de relever ces défis. Son écosystème spatial demeure l'un des meilleurs au monde. Si les États le veulent, s'ils co-construisent avec leur industrie, alors l'Europe pourra poser les bases d'une



puissance spatiale renouvelée, à l'heure où l'espace est plus que jamais à la croisée des enjeux souverains et sociétaux.

Rémy LAMBERTIN,
Directeur relations institutionnelles France
Affaires spatiales - Airbus Defence & Space